



Recommandation d'audit de la Gouvernance de l'état et des institutions maliennes ainsi que de la gestion des aides publiques au développement de 1990 à 2013

I) Présentation :

Le Mali est une ex colonie française située en Afrique de l'ouest et indépendante depuis 1960.

Le Mali est deux fois plus vaste que la France avec une population estimée à 14 millions d'habitants. Le Mali est le 4ème pays le plus pauvre du monde. Au moins 25.000 grandes entreprises au Monde et des clubs de football sont plus riches que la nation Malienne et tous ses habitants réunis.

Depuis janvier 2012, le Mali traverse les plus grosses crises de sa jeune existence.

D'une part, il s'agit d'une crise politique grave, ayant entraîné l'effondrement de l'état malien et de ses institutions.

D'autre part, le Mali est victime d'attaques armées par une mosaïque de groupes ayant des

revendications multiples, parfois opposées.

La composition de ces groupes n'a été officiellement connue qu'après la revendication par le MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad) de la prise des villes et régions du septentrion malien, soient 2/3 du territoire national.

Au cours de l'occupation, le MNLA et ses alliés proclamèrent l'état islamique de l'Azawad (EIA) le samedi 27 mai 2012 avec la ville de Gao comme capitale.

Dès les 1ère heures de sa proclamation, l'EIA, piloté par le MNLA, s'est vu opposé un rejet catégorique de la part des populations locales et, en particulier, de celles de la ville de Gao.

II) Situation au Mali :

Crises politiques:

Le putsch du 22 mars 2012 contre le régime du Président ATT a eu pour 1ère conséquence la chute de l'état malien et de ces institutions. Ceci, à son tour, a précipité et accéléré la prise des régions de Tombouctou, de Kidal et du cercle de Douentza.

De cette date mémorable (22 mars 2012) à aujourd'hui, en dehors des zones qui étaient sous occupation, l'ensemble du Mali a vu fleurir, en quantité industrielle, toutes sortes d'organisations politique, associative, religieuse et de coalition. Les Maliens de l'étranger ne font pas exception.

Toutes ces agitations politico-sociales sont purement opportunistes. Elles ne tiennent pas compte de l'état de guerre du Mali ni de sa fragilité.

Ces organisations n'existent que dans le but de profiter de la situation et surtout de se

positionner politiquement.

Au fond, et en réalité, le putsch du 22 mars 2012 et les attaques armées contre le nord du Mali ne sont que le scénario par lequel la plus grande imposture démocratique d'Afrique s'est effondrée.

Il s'agit de la fin d'un cycle de mauvaise gouvernance, de non-gestion et de montage institutionnel, le tout basé sur une corruption à ciel ouvert, faite de détournements de fonds publics, de détournements des aides au développement et d'enrichissement illicite.

Dans les faits, le Mali n'a connu aucune alternance politique ou démocratique réelle depuis 1968.

Les différentes alternances présidentielles ne se font pas sur la base du suffrage universel, mais de par la volonté de clans politiques constitués.

Ces clans politiques ont tous la même origine politique : le parti politique ADEMA-PASJ et la Transition de 1991 à 1992.

L'alternance politique au Mali a toujours consisté en des jeux de chaises musicales-politiques dans le but de s'assurer la meilleure impunité juridique possible.

Les principaux clans politiques au Mali :

Le 19 novembre 1968, un putsch militaire conduit par le comité militaire de libération nationale (CMLN) avec, à sa tête, le lieutenant Moussa Traoré, renverse le Président Modibo KEÏTA (tendance socialiste - parti politique : rassemblement démocratique africain – RDA), premier Président de la République Mali. Ce fût la disgrâce pour le RDA et ses membres.

De 1968 à 1991: le Lieutenant Moussa Traoré (CMLN) instaure une dictature, instaure le système de parti unique, crée son parti politique (union démocratique du Peuple Malien – UDPM-).

Caractéristiques :

Entrée en clandestinité du parti politique RDA du Président Modibo Keïta;

Une grande brutalité ;

La dictature ;

Les détournements de fonds publics ;

Une certaine opulence financière et matérielle constituée à partir des deniers publics ;

Surtout la persécution des intellectuels notamment les enseignants dont beaucoup s'exileront ;

En 1991, une série de soulèvements populaires favorise le renversement du régime de Moussa Traoré par le lieutenant colonel Amadou Toumani Touré (alias ATT) à la tête du CTSP (comité transitoire pour le salut du peuple).

Transition politique de 1991 à 1992 : présidée par le lieutenant colonel Amadou Toumani Touré (alias ATT).

Caractéristiques :

Réapparition du parti politique RDA (de façon presque marginale) ;

Dissolution du parti politique UDPM du régime Moussa Traoré ;

Regroupement paradoxal de la majorité des dignitaires et des opposants du système Moussa Traoré, prônant la démocratie, et officialisation du parti politique ADEMAPASJ (alliance pour la démocratie au Mali – parti africain pour la solidarité et la justice) ;

L'Association des élèves et étudiants au Mali (AEEM), représentée par un célèbre étudiant en médecine, devient membre du gouvernement de transition ;

Transition politique essentiellement conduite par les forces suivantes :

l'ADEMAPASJ, l'AEEM, les militaires du CTSP ;

La transition politique vide les caisses du trésor public, s'accapare les biens de l'état malien, désigne Moussa Traoré et son épouse comme seuls responsables ;

Les dignitaires du régime de Moussa Traoré (par exemple : ATT, Alpha Oumar Konaré, Django Sissoko, Modibo Sidibé etc...) nient leurs responsabilités et échappent à la vigilance en reprenant les slogans démocratiques des Maliens ;

Régime du Président Alpha Oumar Konaré : 1992 à 2002 :

Caractéristiques :

M. Alpha Oumar Konaré est choisi pour sa passivité ;

Couvre tous les crimes économiques de la transition ;

Impunité absolue et flagrante ;

Arrêt de l'enquête et de la procédure Mali-Suisse qui visait à rapatrier vers le Mali, les fonds publics détournés par le président Moussa Traoré (1 milliard de dollars US) ;

2 millions de dollars sont rapatriés au Mali et 998 millions de dollars sont partagés entre les dignitaires du régime Konaré, les proches de Moussa Traoré et certains membres de la transition de 1991/92 ;

Corruption à ciel ouvert et détournements de fonds publics à tous les niveaux de l'état et de ces institutions ;

Montage institutionnel, abus de biens sociaux et démocratie de façade ;

Création et multiplication au Mali, et en dehors du Mali, de syndicats, d'associations et de divers types d'organisations creuses acquises au système afin d'occuper l'espace social et culturel ;

Pour occuper l'espace politique, le parti au pouvoir, l'ADEMA-PASJ, crée le Parti pour la renaissance nationale (PARENA), l'Alliance pour la démocratie économique et sociale (ADES), la Convention sociale démocrate (CDS), le Mouvement des citoyens - Cercle des démocrates républicains (MC-CDR), le Rassemblement malien pour le travail (RAMAT) et le Parti démocratique pour la justice (PDJ) ;

Une justice aux ordres ; les décisions de justice se monnaient ;

La corruption n'épargne pas le système éducatif qui figurera parmi les derniers au monde ;

Les bénéfices et les capitaux des sociétés d'état sont détournés ;

Les services de douanes et des impôts sont malmenés par les députés dont la grande

majorité deviennent commerçants et affairistes ;

La mauvaise gouvernance oblige le régime à corrompre la hiérarchie militaire, à démanteler les unités d'élites de l'armée afin de se prémunir d'éventuels putschs ;

Réhabilitation de l'UDPM de Moussa Traoré par l'officialisation du Mouvement patriotique pour le renouveau (MPR) composé de la frange des héritiers de Moussa Traoré ayant toujours revendiqué leur appartenance à son système ;

Création du parti politique Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (SADI), par un regroupement d'anciens membres de l'association des élèves et étudiants du Mali (AEEM) précédemment membres de la transition de 1991 à 1992.

Afin d'échapper à la misère, il y a exode massif et émigration des populations maliennes.

Plusieurs milliers trouvent la mort dans les océans et au bord des plages européennes ;

Une scission au sein de l'ADEMA-PASJ donne naissance au rassemblement pour le Mali

(RPM) ;

Les scandales d'état, au vu et au su de tous, devaient absolument être couverts, les élections présidentielles en 2002 désignent ATT président de la république, au cours desquelles, plus de 500.000 voix ont été annulées pour permettre la remise du pouvoir à un homme plus malléable du système ;

Régime du Président Amadou Toumani Touré, alias ATT : 2002 à 2012 :

Caractéristiques : Ce régime garde le même cap et les mêmes caractéristiques que le précédent, mais il s'y ajoute :

Une nouvelle scission au sein de l'ADEMA-PASJ donne naissance à l'Union pour la république et la démocratie (URD) ;

Une véritable mafia d'état s'organise et se déploie ;

Crimes et trafics organisés : drogues, armes, complicité et soutien au terrorisme, proxénétisme au profit du régime Kadhafi ;

Kadhafimania généralisée grâce aux pétrodollars libyens déversés au sein de la société civile malienne ;

Afin d'échapper à la misère, il y a émigration et exode accrus des populations maliennes. Face aux scandales et crimes de tout genre généralisés, le président ATT déclare et explique publiquement l'impunité par le fait qu'il « ne souhaite humilier aucun chef de famille » ;

Quelques chiffres des détournements de fonds publics et des aides au développement

au Mali :

Rapport 2006 du vérificateur général du Mali, (VGAL) fait état de plus de 103 milliards de Fcfa soient 222 millions de dollars américains entièrement volatilisés du budget national, représentant l'équivalent de 69% de tous les salaires annuelles de la fonction publique malienne...

Rapport 2007 : 20 milliards de FCFA volatilisés (43.000.000 \$)

Rapport 2008 : 100 milliards de FCFA volatilisés (215.000.000 \$).

Les rapports 2009 ? 2010 ? 2011, 2012 ? 2013 ?

Les mêmes structures sont épinglées sans suite judiciaire....

En dehors des innombrables cas de délinquance financière politique rapportés par les autres agences de contrôles nationales, le seul bureau du VGAL du Mali avec seulement 79 entités contrôlées de 2004 à 2010 fait état de plus de 388 milliards de FCFA (835 millions \$) volatilisés ;

Le fonds mondial, en 2010, a suspendu le Mali de ses subventions pour la lutte contre le paludisme, le VIH au Mali et a supprimé ses subventions contre la tuberculose parce qu'une mission d'inspection au Mali repère une délinquance financière et des détournements purs et simples sans précédent.

La faim, l'analphabétisme et la soif : 42,65 milliards de FCFA (92 millions de \$) totalement volatilisés étaient prévus pour « l'initiative riz » afin de lutter contre la faim et booster la production du riz qui reste l'aliment de base au Mali. D'après le Vérificateur général, 400 millions F CFA ont été débloqués pour le creusement de puits au nord du pays. Ces puits n'ont jamais vu le jour alors que des Populations continuent de mourir de soif chaque jour au Mali.

Chaque année, le contribuable Malien et ses partenaires mettent des milliards de FCFA dans la confection de manuels scolaires qui ne quittent même pas l'imprimerie pour cette raison, alors que chaque élève pourrait étudier sur son livre, ils sont trois à se partager un seul livre.

Le Mali, c'est désormais plus de 20 ans d'un système éducatif totalement détruit, 71% D'ÉCHEC AU BAC, 68% D'ÉCHEC AU BEPC, en 2011.

Le Nord du Mali et les rébellions dites touaregs :

1 - Problématiques des rébellions touaregs :

Le système politique, étatique et institutionnel malien reste inchangé depuis 1968 à 2013 ; il est tenu par une puissante oligarchie intellectuelle extrêmement corrompue. Il s'agit de clans, de familles et d'amis.

Ce système se fonde autour de la délinquance politique ; l'impunité ; les détournements de fonds publics ; en guise de démocratie : un véritable montage institutionnel et la tenue de nombreuses organisations (associations, ONG) variées acquises au système ; depuis l'an 2002 la criminalité occupe une place prépondérante.

Dans la pratique, la culture malienne est une culture de paix, de tolérance et de compromis où la mauvaise conscience de l'injuste reste la meilleure des justices pour les victimes.

C'est cette conception sociale qui profite encore à la puissante oligarchie dirigeante au Mali.

Pour préserver cette paix, la population du Mali ignore volontairement la non-gouvernance du pays et a perdu le sentiment d'appartenance à une même nation.

La population Malienne et ces différentes communautés culturelles s'orientent vers l'émigration pour survivre et se développer.

A titre d'exemple : Kayes est la région la plus riche (en termes de potentialité et d'exploitation minière). La région de Kayes est devenue incontestablement la plus développée et la plus entretenue du Mali, uniquement grâce à la forte émigration de ses communautés en particulier de France. Grâce à l'envoi d'argent de la diaspora, on y trouve des écoles, des dispensaires, des puits, de l'électricité, des centres de cultes, de l'eau potable etc...

La diaspora malienne est très organisée : il y a la tenue à la fois de cotisations communautaires qui servent au développement des localités et de cotisations sociales qui permettent à ceux restés derrière de se nourrir, de se vêtir, de célébrer les mariages, les baptêmes, les décès etc...

Les autres régions du Mali ont vite fait d'emboîter le pas à la région de Kayes.

Les communautés culturelles arabes du Mali vivent de commerce et entretiennent le même système de solidarité sociale.

A l'opposé, les communautés culturelles touaregs, plutôt nomades, n'ont pas ce type

d'organisation sociale, ce qui les rend plus fragiles et plus exposées dans un contexte de mauvaise gouvernance et de détournements de fonds publics.

Le second problème touareg est d'ordre tribal : la classification sociale (entre communautés dites nobles et celles dites de castes) et les querelles de leadership constituent un véritable frein au développement de ces communautés.

Il existe entres autres :

- La tribu des Iforas est majoritaire à Kidal. Le leader du MNLA, Bilal Ag Ashrif, en est issu ;
- La tribu des Imajaghan, considérés comme des nobles, des guerriers féroces et redoutés ;
- La tribu des Chamnanass, considérés comme des cadres et majoritairement au MNLA ;
- La tribu des Inaden, considérés comme des forgerons ;
- La tribu des Bellas, considérés comme des esclaves libérés ;
- La tribu des Daou chakan, considérés par les autres touaregs comme ayant une réflexion limitée et assez peu intelligents ;
- La tribu des Imarad considérés comme des intellectuels ;
- La tribu des Kal ansar considérés aussi comme des intellectuels ;
- La tribu des Kalloussouk, considérés comme des savants érudits (maîtres coraniques) ;
- La tribu des Idji lad, aussi considérés comme des savants érudits (maîtres coraniques) ;
- Etc...

Aucune tribu touareg n'accepte le leadership de l'autre et aucune ne peut représenter les autres.

En ce qui concerne la gestion du nord du Mali, Bamako étend son montage institutionnel en y associant des personnalités influentes soigneusement choisies parmi toutes les communautés et aptes au silence et à la corruption.

Ces personnalités deviennent les référents et les représentants institutionnels des populations et des régions du Nord du Mali, participent à la corruption et aux détournements massifs des fonds et des aides publiques au développement.

Les institutions nationales concernées sont : le Haut commissariat du Nord (siège à la présidence de la république), l'Agence de développement du Nord (siège à la primature) et l'Assemblée nationale.

La récurrence des rébellions touaregs : à chaque fois qu'une tribu touareg se sent moins favorisée que d'autres, elle prend les armes et c'est l'éclatement d'une rébellion que Bamako arrange par la corruption des leaders qui à leur tour s'enrichissent au détriment des revendications de leurs populations.

Après chaque rébellion touareg, le groupe de leaders de la tribu à l'origine de la rébellion se laisse corrompre avec d'énormes sommes d'argent et la promesse de gestion des projets d'aide au développement.

De retour dans leur tribu, les leaders touaregs récompensent les membres de leur tribu, ce qui jugule temporairement les revendications sociales dont ils ont été mandés. Ces récompenses consistaient à bénéficier d'un dispositif de discrimination positive que Bamako met en place après chaque rébellion ;

Ces discriminations positives consistaient essentiellement en un accès massif sans limite, ni

critère, à la fonction publique, dans la police, la douane, à des hautes fonctions diplomatiques et consulaires. Les proches des cadres des rébellions se voyaient confier tous les projets de développement du Nord, etc...

Le tout sans aucun contrôle ni compte rendu.

Le Cas du MNLA : ce mouvement est dominé par la tribu des Chamnanass

Son premier échec fût d'avoir publié une liste de gouvernement qui se trouvait dominé par la tribu des Chamnanass à l'origine de cette nouvelle rébellion.

A la proclamation de l'état islamique de l'Azawad, dirigé par le MNLA, les autres tribus touaregs ont très vite senti le risque de voir la tribu des Chamnanass prendre le dessus.

La désignation à la tête du MNLA de M. Bilal Ag Ashrif, de la tribu des Ifogas, majoritaire à Kidal, pourrai expliquer la volonté de ce groupe d'entraîner les maximum de populations de cette région (riche en ressources énergétiques) pour mieux soutenir ses actes.

Jusqu'ici, le MNLA achetait le silence des autres leaders tribaux touaregs.

L'imposture du MNLA prétendant représenter la cause touareg n'a été possible que grâce aux pétrodollars venus de Libye et du soutien financier de ces alliées islamistes.

Les alliances entretenues par le MNLA, les moyens utilisés et le niveau de revendications donnent à croire, sans aucun doute, à de fortes complicités internationales dans un but d'extractivisme.

Il est important de souligner que la grande majorité des cadres du MNLA sont membres de

l'oligarchie politico-financière du Mali.

2 – Les groupes armés dits islamistes au Nord du Mali :

Il s'agit d'Ançardine, d'Aqmi, du MIA et du MUJAO ; très accessoirement Boka Haram et quelques shebabs de Somalie.

Ces groupes armés s'adonnent aussi à des enlèvements de ressortissants occidentaux contre des rançons. Il est techniquement et sociologiquement impossible que des groupes armés arrivent dans une localité et s'en prennent à ses hôtes sans alliances et complicités actives avec des notabilités locales. Indiscutablement dans le cas du nord du Mali, les ressortissants occidentaux sont enlevés par des ressortissants locaux qui les revendent aux groupes armés dits islamistes.

La cartographie et l'idéologie de chacun de ces groupes sont identiques à celles des autres : il y a les grands commanditaires, les chefs et sous-chefs de chaque groupe, et enfin il y a le combattant de base.

Les différents groupes sont interdépendants, les territoires occupés sont tellement immenses que chaque groupe doit sa survie aux autres. Leur existence tient au fait qu'ils ne peuvent ni se désolidariser les uns des autres, ni se combattre au risque de perdre totalement leur substance : leurs combattants de base sont aussi appelés les Moudjahidines.

Les grands commanditaires : ces groupes sont constitués, armés, sponsorisés, équipés et soutenus par des commanditaires qui ont parfois des intérêts opposés.

Ces commanditaires couvrent le monde entier et agissent de façon différente selon le niveau de démocratie et de l'état de droit du lieu.

Dans les pays du tiers monde, où sévissent la pauvreté, le manque de démocratie et un niveau

faible d'état de droit, les commanditaires procèdent par la violence et les conflits armés comme c'est le cas au Mali.

Dans les pays développés et les grandes démocraties, comme la France, les commanditaires sévissent en usant des failles juridiques, en créant une réelle insécurité économique, financière et en s'accaparant des bénéfices de l'effort collectif et du travail des citoyens. Dans les grandes démocraties comme la France, les commanditaires sévissent aussi par la peur et le terrorisme afin de déplacer parfois l'attention des opinions publiques et aussi dans le but de les y accommoder.

Ces grands commanditaires veulent imposer leur vision du monde et de la cohabitation des peuples en s'attaquant à la liberté et à la démocratie ;

Ces grands commanditaires usent de tous les moyens pour s'enrichir sans limite et contrôler toutes les richesses possibles.

Ces grands commanditaires, il s'agit d'une part de l'économie et de la finance ; et d'autre part l'islamo-fascisme (le terrorisme au nom de l'islam).

Il y a une véritable insécurité mondiale et un réel danger pour la cohabitation pacifique.

Les chefs et sous-chefs des groupes : ils sont toujours présents sur le terrain et ont tous une formation idéologique très avancée.

Ce sont de véritables communicants et de grands manipulateurs d'esprits.

Ils ne sont pas sincères, savent se protéger et se mettre à l'abri.

Les combattants de base sont leur fonds de commerce ; ils les recrutent ou les font recruter, assurent leur formation idéologique et militaire ; ils les manipulent à toutes fins utiles.

Les combattants de base, exemple : Mohamed Merrah.

Ils proviennent de toutes les origines possibles.

Ils ignorent les réelles causes pour lesquelles ils militent et se battent et ignorent tout de leur chefs et commanditaires.

Ils sont soigneusement manipulés par les idéologues de l'islamo-fascisme.

Ils sont réellement convaincus et aucun doute ne subsiste dans leur engagement.

Dans le tiers monde, certains combattants de base s'engagent pour des raisons alimentaires.

L'islamo-fascisme est une idéologie différente de l'islam. Ce sont des tendances sectaires, revendiquant leur appartenance à l'Islam sans aucune référence, ni au Coran ni aux paroles et à la pratique du Prophète Mouhamad (saw).

Ces courants sectaires religieux tiennent leurs forces de la guerre en Palestine et des frustrations des opinions publiques vis-à-vis de ce conflit.

Ces courants sectaires religieux se réfèrent à des manuels, à des pensées et à des avis de leaders religieux qui interprètent, savent, expliquent et pensent pour autrui.

Ces leaders religieux ne se réfèrent ni à l'islam authentique, ni aux textes islamiques, ni à la jurisprudence musulmane.

Dans *l'islamo-fascisme, le doute n'est pas permis, il faut croire sans comprendre...

L'islamo-fascisme est une idéologie, une idéologie contre la liberté de pensée individuelle et collective.

C'est un ensemble de nouvelles religions où s'approcher de Dieu reste le but ultime mais seuls certains individus savent et sont habilités à expliquer la volonté de Dieu et les moyens d'y parvenir.

**L'islamo-fascisme : nous tirons nos données d'études et de recherches menées pendant plus de 10 ans auprès des filières de recrutement djihadistes algériens et afghans.*

Risques – Recommandations et Solutions :

1 – Crise politique et crise de gouvernance au Mali :

Risques:

Le risque majeur réside dans l'auto recyclage de l'oligarchie politique malienne qui a

su prendre plusieurs formes :

- De 1968 à 1991 : dictature et corruption ;

- De 1991 à 2002 : pseudo démocratie sous forme de montage institutionnel ayant permis de couvrir les détournements de fonds publics et des aides au développement.

- De 2002 à 2013 : pareil qu'entre 1991 et 2002, avec ajout d'une forte criminalité.

L'opinion publique malienne et internationale risque d'être encore trompée par la future mutation des politiques maliens qui pour brouiller leur piste, iront cette fois-ci dans le sens de la lutte contre la corruption et de la mauvaise gouvernance.

L'intervention de la communauté internationale au Mali risque de conforter l'oligarchie politique et financière qui sévit au Mali, si le problème du Mali n'est pas pris dans sa globalité.

La corruption est un phénomène mondial, mais le cas du Mali a atteint un niveau exceptionnel. Tout laxisme face aux pratiques de l'oligarchie politique et financière au Mali risque de compromettre de façon grave la sécurité et l'économie au Sahel et au Maghreb.

Recommandations et Solutions:

Il est plus que jamais nécessaire de mener un audit général de l'état et des institutions au Mali sur la période allant de 1990 à 2013 afin de situer les responsabilités de l'usage des aides publiques au développement et des fonds publics. Une commission d'experts crédibles et indépendants Maliens, Français et Européens serait indiquée pour mener à bien cet audit indispensable au retour à une réelle normalité au Mali.

Le Mali reste certes un pionnier de la démocratie et des libertés selon les normes Africaines. Le redressement du Mali permettra de rehausser ces normes Africaines et le Mali sera un cas d'école intéressant pour comprendre la trajectoire des jeunes démocraties Africaines.

Le Mali doit être accompagné dans le recyclage et la formation de ses associations et organisations de la société civile.

2 – Problématiques des rébellions dites touaregs :

Risques :

Autonomie ou indépendance : ces deux concepts sont, au fond, similaires et auront les mêmes conséquences ;

S'il y a autonomie d'une quelconque partie du Mali, il y a un risque extrêmement élevé de voir fleurir des replis communautaires dans l'ensemble du Mali, en Algérie, au Niger, en Mauritanie, en Libye et au Sénégal.

En cas de constitution d'un ensemble autonome au Mali, sur une base ethnique ou géographique, très rapidement les communautés culturelles de la région de Kayes (où il existe de gigantesques ressources minières que partagent le Mali et les multinationales occidentales) demanderont leur autonomie ; le Niger connaîtra une réelle fragilisation de son équilibre socioculturel et des tensions ethniques concernant le partage des richesses ; le Sud Algérien, riche en hydrocarbures, où vivent des millions de personnes de race négro-africaines connaîtra des revendications ethnicoéconomiques; la rébellion de Casamance au Sénégal sera exacerbée et revigorée ; etc...

Les Touaregs sont extrêmement minoritaires au nord du Mali qui est très multiculturel : tout favoritisme risquerait d'entraîner des tensions ethniques et tribales aux formes et aux conséquences imprévisibles.

Une lecture simpliste et des interventions inappropriées dans ce conflit constitueront une prime à la multiplication des revendications ethnico-tribales armées en Afrique.

Recommandations et Solutions:

Faire un audit de la gouvernance, de toutes les aides au développement et des fonds publics alloués au Nord du Mali de 1990 à 2013 afin de faire un réel état des lieux ;

Faire une enquête crédible et impartiale sur toutes les exactions commises dans la guerre au Nord du Mali ;

Désarmer le MNLA, sans aucune condition préalable, et l'inscrire dans un dialogue politique et social ;

Auditionner l'ensemble des communautés culturelles du Nord du Mali sur leur vécu et les difficultés qu'elles partagent toutes, en lieu et place d'un traitement préférentiel ethnique ;

Seuls une véritable démocratie, la liberté, le choix libre et éclairé dans les urnes, ainsi que la bonne gouvernance restent les méthodes et les solutions justes et équitables pour le Mali et les populations du tiers monde en général.

3 - Les groupes armés dits islamistes au Nord du Mali :

Risques :

La Somalisation et l'Afghanisation du Mali et la contagion dans la région ;

Une guerre longue, meurtrière et coûteuse avec de grosses pertes matérielles ;

Le renforcement de l'idéologie par un sentiment injustifié mais réel d'injustice ;

Un engagement croissant de jeunes combattants au sein des filières terroristes dites djihadistes et plus particulièrement dans l'espace francophone, avec un risque d'appel imminent à la mondialisation du conflit ;

Les rançons obtenues à la suite de la libération d'otages par les groupes armés dits islamistes, sont gérées de la manière suivante : 1/3 est équitablement répartis entre tous les combattants sans exception, quel que soit le grade ; 1/3 sert à recruter et à faire des œuvres caritatives ; le dernier 1/3 sert à financer les caisses du « djihad international » selon leurs termes, en somme les attentats et autres attaques terroristes;

Recommandations et Solutions:

La seule solution durable et véritablement efficace reste l'obtention d'une défaite idéologique, car il s'agit d'un phénomène mondial, récurrent, sans âge, sans couleur et basée sur des convictions; mourir pour l'idéologie est valeureux et constitue la plus belle récompense ;

La meilleure défaite idéologique pour ces courants, dans le cas précis du Mali, reste de dialoguer avec tous les groupes armés sans exception, réussir à les démanteler pour dispatcher les combattants vers leur pays d'origine tout en faisant d'eux des ambassadeurs de la paix, de la tolérance et des acteurs de sensibilisation ;

L'éducation, la sensibilisation et le contrôle des états sur les religions.

Grand dossier www.madagate.com - Source: Les Générations Libres – LGL

Loi 1901 – agrément : 931009342

45, rue de Port Royal 78470 St. Rémy lès Chevreuse

- France -